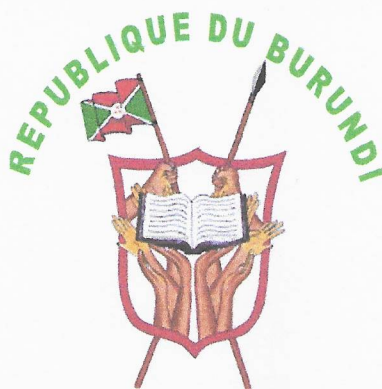


INAMA  
NKENGUZAMATEKA

Adresse : Av. du peuple Murundi  
Tél : (+257) 22 40 5008

Site Web : www.senat.bi  
E-mail : info@senat.bi  
: senat@senat.bi



SENAT

Gitega, le 26/5/2026

N. Réf: **SNB/ II/.../2026**

*Commission permanente chargée  
des questions institutionnelles,  
juridiques, administratives, de  
décentralisation, des droits et  
libertés fondamentaux et du  
contrôle de la représentativité dans  
les institutions*

Au Très Honorable Président du Sénat  
à  
**Gitega**

**Objet** : Transmission d'un rapport

Très Honorable Président,

Nous avons l'honneur de vous transmettre en annexe à la présente, le rapport d'analyse par la Commission permanente chargée des questions institutionnelles, juridiques, administratives, de décentralisation, des droits et libertés fondamentaux et du contrôle de la représentativité dans les institutions du **projet de loi n°1/... du .../... /2026 portant modification de la loi n°1/002 du 31 mars 2004 portant création, missions, organisation et fonctionnement de la Cour des comptes.**

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer, Très Honorable Président, l'assurance de notre très haute considération.

**POUR LA COMMISSION PERMANENTE CHARGÉE DES  
QUESTIONS INSTITUTIONNELLES, JURIDIQUES,  
ADMINISTRATIVES, DE DÉCENTRALISATION, DES  
DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX ET DU  
CONTROLE DE LA REPRÉSENTATIVITÉ DANS LES  
INSTITUTIONS ;**

**Sénateur Berchmans NZOYIHAYA, Président.**

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

INAMA

NKENGUZAMATEKA

Adresse : Av. du Peuple Murundi

Tél : (+257) 22 405008

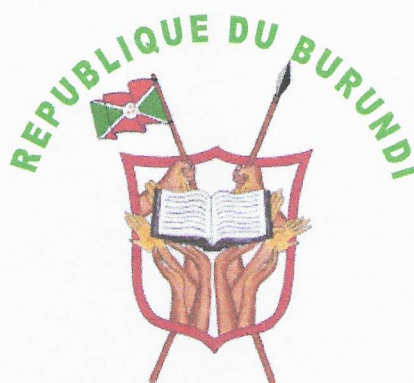
Site Web : www.senat.bi

E-mail : info@senat.bi

:senat@senat.bi

N. Réf: SNB/ com.II/.../2026

*Commission permanente chargée des questions institutionnelles, juridiques, administratives, de décentralisation, des droits et libertés fondamentaux et du contrôle de la représentativité dans les institutions*



LEG.VII/RAP. N°22

Le 26 mai 2026

**RAPPORT D'ANALYSE PAR LA COMMISSION PERMANENTE CHARGÉE DES QUESTIONS INSTITUTIONNELLES, JURIDIQUES, ADMINISTRATIVES, DE DÉCENTRALISATION, DES DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX ET DU CONTRÔLE DE LA REPRÉSENTATIVITÉ DANS LES INSTITUTIONS DU PROJET DE LOI N° 1/...DU.../.../2026 PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°1/002 DU 31 MARS 2024 PORTANT CREATION, MISSIONS, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA COUR DES COMPTES**

**I. INTRODUCTION**

En dates du 14 avril et du 06, 07, 19, 20, 21 et 25 mai 2026, les sénateurs membres de la Commission permanente chargée des questions institutionnelles, juridiques, administratives, de décentralisation, des droits et libertés fondamentaux et du contrôle de la représentativité dans les institutions se sont réunis pour analyser le projet de loi susmentionné.

En date du 25 mai 2026, la séance a été marquée par la présence du Ministre ayant la justice dans ses attributions qui avait représenté le Gouvernement pour présenter le projet de loi aux sénateurs membres de la Commission saisie au fond et les éclairer sur certains aspects.

Lors de l'analyse dudit projet de loi, les documents ci-après ont été utilisés :

1. la Constitution de la République du Burundi ;
2. la loi organique n°1/20 du 20 juin 2022 portant révision de la loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux finances publiques ;

*[Signature]*

3. la loi n°1/05 du 17 mars 2025 portant modification de la loi n° 1/09 du 13 novembre 2020 portant organisation générale de l'administration publique ;
4. la loi n°1/27 du 29 juillet 2017 portant révision du Code pénal ;
5. la loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant modification de la loi n°1/01 du 04 février 2008 portant Code des marchés publics ;
6. la loi n°1/22 du 25 juillet 2014 portant réglementation de l'action récursoire et directe de l'Etat et des communes contre leurs mandataires et leurs préposés ;
7. la loi n°1/002 du 31 mars 2004 portant création, mission, organisation et fonctionnement de la Cour des comptes ;
8. le projet de loi sous sa version du Gouvernement et son exposé des motifs ;
9. le projet de loi sous sa version de l'Assemblée nationale et le tableau des amendements intégrés.

Le présent rapport comprend les points ci-après :

1. l'introduction ;
2. l'intérêt du projet de loi ;
3. le contenu du projet de loi ;
4. les questions posées au représentant du Gouvernement ainsi que les réponses données ;
5. les amendements proposés ;
6. la conclusion.

## II. INTERET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi portant missions, organisation et fonctionnement de la Cour des comptes vise à renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques au Burundi.

L'objectif étant de se conformer aux normes internationales et aux bonnes pratiques dans d'autres pays et d'accélérer la mise en œuvre de la nouvelle politique de gestion des finances publiques en mode « **budget-programme** ».

La Cour des comptes aura pour mission juridictionnelle apparaissant de manière expresse par l'emploi du terme « **juger** ». Cependant, elle se limitera principalement à

sanctionner les cas de fautes de gestion en jugeant les comptes publics et non pas les personnes.

### III. CONTENU DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi sous analyse est structuré en quatre titres, neuf chapitres et 188 articles.

- Le premier titre portant sur les dispositions générales comprend deux chapitres:
  - le premier chapitre parle des missions et des définitions (articles 1 à 13) ;
  - le second chapitre se rapporte aux principes généraux régissant la production des comptes par les services publics, aux obligations des ordonnateurs et des comptables publics et aux incompatibilités (articles 14 à 20).
- Le deuxième titre traite l'organisation et le fonctionnement de la Cour et est fait de deux chapitres :
  - le premier chapitre concerne les formations de la Cour (articles 21 à 34) ;
  - le second chapitre est dédié aux magistrats de la Cour et au personnel d'appui (articles 35 à 50).
- Le troisième titre est relatif aux compétences et procédures et s'articule sur neufs chapitres:
  - le premier chapitre est consacré aux dispositions communes (articles 51 à 64) ;
  - le deuxième chapitre concerne le jugement des comptes des services publics (articles 65 à 105) ;
  - le troisième chapitre parle de la procédure suivie en matière de discipline budgétaire et financière (articles 106 à 112) ;
  - le quatrième chapitre parle du contrôle de la gestion budgétaire (articles 113 à 130) ;
  - le cinquième chapitre traite l'examen et la certification des comptes des services publics (articles 131 à 134) ;
  - le sixième chapitre concerne le contrôle de gestion (articles 135 à 153) ;
  - le septième chapitre parle des voies de recours (articles 154 à 171) ;
  - le huitième chapitre concerne la notification et l'exécution des arrêts de la Cour (articles 172 à 181) ;
  - le neuvième chapitre est relatif aux communications de la Cour aux pouvoirs publics et aux autorités administratives (articles 182 à 186) ;
- le quatrième titre est consacré aux dispositions finales (articles 187 à 188).

#### **IV. QUESTIONS POSEES AU REPRESENTANT DU GOUVERNEMENT AINSI QUE LES REPONSES DONNEES**

##### **QUESTION 1**

Il est précisé à l'exposé des motifs que l'objectif de la refonte de la loi en cours de modification est de l'adapter aux normes internationales et aux bonnes pratiques d'autres pays.

**Monsieur le Ministre, quelles pratiques souhaiteriez-vous intégrer en la matière que notre Cour des comptes n'adapte pas dans l'exécution de sa mission ?**

##### **REPONSE**

*Lesdites pratiques concernent essentiellement deux points :*

- les missions de la Cour des comptes et son rang par rapport aux autres institutions techniques de contrôle des finances publiques ;*
- les missions de la Cour sont axées autour de la mission juridictionnelle, de la mission de contrôle (contrôle de conformité, contrôle de la performance et contrôle financier) et celle d'information aux pouvoirs publics.*

*Le projet de loi contient des dispositions qui vont rendre opérationnelle la nouvelle mission juridictionnelle qui se réfère aux normes standards des Institutions Supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI : International Standards of Supreme Audit Institutions en anglais ). C'est la norme ISSAI 50 en rapport avec les principes relatifs aux activités juridictionnelles des cours des comptes.*

*En ce qui concerne le rang de la Cour par rapport aux autres institutions techniques de contrôle des finances publiques, l'article 117 du Règlement général de la gestion des budgets publics prévoit que « la Cour des comptes est l'institution supérieure de contrôle des finances publiques... ». D'où la nécessité de réinsérer le contenu de cette disposition dans ce projet de loi pour question d'harmonisation des textes juridiques. En effet, dans tous les pays où il existe des Cours des comptes, ce sont ces dernières qui ont la qualité d'institutions supérieures de contrôle des finances publiques.*

##### **QUESTION 2**

Il est précisé à l'exposé des motifs que le commissariat du droit près la Cour des comptes a pour attributions de formuler des avis et conclusions à l'endroit des rapports qui lui sont communiqués par le président de la Cour des Comptes. Or, l'article 157 précise que le

*d*

droit d'appel appartient au comptable public, à l'ordonnateur et au commissariat du droit qui entendent formuler des griefs quant à l'arrêt entrepris. Bien plus, l'alinéa 3 de l'article 159 n'indique que le commissariat du droit ne peut interjeter que dans le seul intérêt des services publics.

**Monsieur le Ministre, pourriez-vous nous montrer les attributions du commissariat du droit selon l'exposé des motifs mais aussi selon les articles 157 et 159 alinéas 3 ?**

**REPONSE**

*Le commissaire du droit formule des avis et conclusions écrits allant dans le sens de veiller au respect de la loi, de l'intérêt général et du bon déroulement des procédures. Ces attributions sont précisées à l'alinéa 2 de l'article 40 du projet de loi.*

**QUESTION 3**

Dans l'exécution de sa mission juridictionnelle, la Cour des comptes est dotée de différentes attributions dont celle de prononcer les condamnations à l'amende.

**Monsieur le Ministre,**

**a) Bien que la Cour juge les comptes publics et non les personnes, le fait qu'elle prononce la peine d'amende à l'encontre du comptable public défaillant, ne voyez-vous pas que cette prérogative revient aux juridictions autres que la Cour des comptes du moment qu'en matière pénale la peine d'amende constitue une peine principale ?**

**REPONSE**

*La Cour est compétente pour prononcer des amendes financières administratives liées aux irrégularités de gestion des deniers publics. Ces amendes diffèrent de celles prononcées par les juridictions répressives. En effet, selon l'article 86 du projet de loi, en cas de constatation des faits susceptibles de qualification pénale, la Cour en informe sans délai les instances judiciaires compétentes. Ce qui signifie que la condamnation aux amendes par la Cour des comptes pour la mauvaise gestion ne fait pas obstacle aux condamnations aux amendes pénales lorsqu'il est établi que les faits de mauvaise gestion sont accompagnés par des faits pénaux.*

**b) Pourriez-vous nous montrer comment la Cour juge les comptes publics et non les personnes ?**

*α*

**REPONSE**

*Lorsque la Cour statue en matière juridictionnelle, l'élément intentionnel n'est pas pris en compte pour établir la responsabilité alors que dans les juridictions répressives, on considère l'intention de la personne poursuivie.*

**c) N'y aurait-il pas confusion entre les compétences de la Cour des comptes et les juridictions ordinaires en matière pénale ?**

**REPONSE**

*Il n'y a pas de confusion car la Cour se limite à sanctionner les fautes de gestion sans caractère pénal (article 2, c du projet de loi) comme il est déjà dit à la sous question (a).*

**QUESTION 4**

L'alinéa 3 de l'article 16 du présent projet de loi exige aux comptables publics de faire une déclaration de patrimoine auprès de la Cour des comptes et d'apporter des garanties et cautions, conformément au règlement général de gestion des budgets publics.

**Monsieur le Ministre,**

**a) les garanties et cautions évoquées ci-haut seraient-elles saisies en cas du constat du débet ?**

**REPONSE**

*Oui, les garanties et cautions évoquées dans le présent projet de loi pourraient être saisies dans le cadre d'exécution des arrêts de la Cour par les personnes chargées de leur exécution en vertu des articles 180 et 181 du projet de loi.*

**b) Si oui, quel genre d'éléments du patrimoine acceptés comme garantie ?**

**REPONSE**

*Tout élément du patrimoine saisissable en vertu de la réglementation en vigueur peut faire l'objet de garantie.*

**c) Quid du comptable public qui n'a pas de patrimoine à présenter comme garantie ?**

**REPONSE**

*Il est rare de trouver un comptable sans aucun élément patrimonial. S'il advenait ainsi, sa part successorale ou son salaire pourrait constituer une garantie.*

**QUESTION 5**

L'article 58 du présent projet de loi précise que les comptables de fait peuvent être condamnés par la Cour pour immixtion dans les fonctions de comptable titulaire à une

amende calculée en raison de l'importance et de la durée du maniement des deniers publics et dont le montant ne peut dépasser le total des sommes indûment maniées.

**Monsieur le Ministre, quelles sont les circonstances qui peuvent conduire l'État à reconnaître l'existence d'un comptable de fait dans une institution publique ?**

**REPONSE**

*Le comptable de fait est toute personne autre que le comptable compétent, titulaire de l'emploi, qui s'est ingérée dans le maniement des deniers publics ou des deniers privés quand ceux-ci, en vertu des lois et règlements, auraient dû être encaissés et conservés par ledit comptable. C'est une situation qui peut se présenter de plusieurs manières en cas des crises par exemple, que le juge des comptes constate et met en œuvre des procédures juridiques de régularisation. C'est pour protéger les deniers publics même dans ces circonstances exceptionnelles.*

**QUESTION 6**

Il est précisé à l'article 101 du présent projet de loi que si plusieurs personnes ont participé en même temps à une gestion de fait, elles sont déclarées conjointement et solidairement comptables de fait et sont tenues de ne produire qu'un seul compte contresigné par chacune d'elle.

**Monsieur le Ministre, pourriez-vous nous expliquer à l'aide des exemples concrets les cas où plusieurs personnes peuvent participer en même temps à une gestion de fait ?**

**REPONSE**

*C'est par exemple si, dans des circonstances exceptionnelles, un secrétaire et un conseiller technique s'immiscent dans le maniement des fonds publics. Dans ce cas, ils sont considérés comme des comptables de fait. Supposons que les deux ont payé indûment un montant de 30.000.000 F Bu.*

*La solidarité signifie que chacun peut être poursuivi pour le remboursement de la totalité s'il est plus solvable et le règlement entre eux se fait après.*

*La condamnation conjointe signifie que, dans un même jugement, la Cour peut poursuivre chacun pour sa part de responsabilité pécuniaire.*

**QUESTION 7**

L'article 107 précise que la chambre de discipline budgétaire et financière est saisie par ordonnance du président, soit sur renvoi d'une autre chambre, soit pour toute question portée à la connaissance de la Cour sur saisine d'une autorité publique.

**Monsieur le Ministre,**

**a) ne peut-il y avoir d'autres personnes qui peuvent dénoncer les cas de mauvaise gestion des comptes publics auprès de la Cour des comptes?**

**REPONSE**

*Cette possibilité n'est pas prévue dans ce projet de loi. Mais nous pensons que ça serait une bonne chose s'il y avait d'autres personnes qui peuvent dénoncer les cas de mauvaise gestion des comptes publics auprès de la Cour des comptes car cette pratique est de nature à encourager la participation citoyenne dans la bonne gestion des deniers publics.*

**b) S'il en existe, comment envisagez-vous les encourager et les motiver ?**

**REPONSE**

*Les mécanismes d'encouragement ou de motivation des dénonciateurs des cas de mauvaise gestion des comptes publics ne sont pas prévus dans ce projet de loi.*

**QUESTION 8**

Il est prévu à l'article 161 du présent projet de loi que l'appel interjeté hors délais est déclaré irrecevable, même d'office, à moins que le retard ne soit justifié par un cas de force majeure.

**Monsieur le Ministre, ne serait-il pas judicieux de dresser exhaustivement les cas fortuits qui peuvent advenir ?**

**REPONSE**

*Les cas de force majeure sont des événements exceptionnels, imprévisibles, irrésistibles et indépendants de la propre volonté de l'appelant qui rendent impossible un appel.*

*Il est alors difficile de dresser exhaustivement des cas pareils car le juge est amené à apprécier cas par cas étant donné que de tels événements peuvent varier selon plusieurs circonstances.*

**QUESTION 9**

Les comptes publics sont d'ordre général et sont destinés à être manipulés pour l'intérêt général et sur tout le territoire national.

**Monsieur le Ministre, comment la Cour des comptes parvient-elle à assurer la couverture du territoire national pour contrôler régulièrement et rigoureusement les comptes publics ?**

**REPONSE**

*C'est l'une des raisons d'être de ce projet de loi dont l'objet est la révision du cadre légal actuel de la Cour car le contrôle régulier et rigoureux de tous les comptes publics exige des compétences professionnelles des magistrats de la Cour dont l'expérience s'acquiert au fur des années. Si le présent projet de loi est adopté, il est prévu un recrutement pour augmenter l'effectif du personnel de la Cour afin de remplir effectivement ses missions.*

**QUESTION 10**

Dans l'exercice de sa mission juridictionnelle, la Cour des comptes juge les comptes de tous les services publics, constate, déclare et apure les gestions de fait, statue sur les fautes de gestion sans caractère pénal des ordonnateurs, prononce les condamnations à l'amende et statue sur les recours en appel et en révision.

**Monsieur le Ministre, pourriez-vous nous décrire de manière détaillée, avec des exemples à l'appui, tout le parcours de mise en œuvre de la mission juridictionnelle jusqu'au stade du prononcé de l'arrêt ?**

**REPONSE**

*Toutes les procédures relatives à la mise en œuvre de la mission juridictionnelle depuis la production des comptes par les comptables publics jusqu'au stade du prononcé de l'arrêt sont prévues depuis l'article 65 à l'article 112 du projet.*

*Les articles 65 à 70 concernent des généralités en rapport avec la mission juridictionnelle.*

*Les articles 71 à 89 précisent la procédure d'examen des comptes des services publics.*

*Les articles 90 à 105 indiquent des dispositions particulières aux jugements des gestions de fait.*

*De l'article 106 à l'article 112, ce sont des dispositions sur la procédure suivie en matière de discipline budgétaire et financière.*

*Pour bien comprendre le processus, illustrons la mise en œuvre de la mission juridictionnelle de la Cour des Comptes par la procédure de jugement du compte d'un comptable public d'une province.*

- *A la clôture de l'exercice budgétaire, le comptable public communique à la Cour son compte de gestion composé de :*
  - *toutes les recettes encaissées ;*
  - *toutes les dépenses payées ;*
  - *toutes les pièces justificatives.*

- *Le président de la Cour transmet le dossier au conseiller- rapporteur qui examine le dossier.*
- *Si par exemple, le conseiller-rapporteur constate qu'il y a eu un paiement indû d'un montant de 50.000 FBU, il demande des éclaircissements au comptable par écrit. Le comptable mis en cause a un délai de 2 mois pour donner des justifications complémentaires.*
- *L'instruction terminée, le conseiller-rapporteur transmet son rapport au président. Ce dernier s'il le juge nécessaire, transmet à un contre-rapporteur pour avis.*
- *Après production de l'avis par le contre-rapporteur, le président de la Cour communique le dossier au commissariat du droit. Ce dernier a un délai d'un mois pour produire son avis et ses conclusions écrites.*
- *Après production d'une note contenant des avis et conclusions par le commissaire du droit, le dossier est fixé en audience publique pour jugement du compte.*
- *La Cour peut prononcer 3 types de décisions :*
  - *si les faits sont susceptibles de qualification pénale, le dossier est transmis aux instances judiciaires habilitées ;*
  - *s'il y a eu des irrégularités et que les faits ne sont pas constitutifs d'une infraction, elle rend un jugement de débet et condamne le comptable à le solder d'une part et au paiement d'une amende pour faute de gestion d'autre part ;*
  - *s'il n'y a pas d'irrégularités, elle rend un arrêt de quitus. Le comptable est déchargé.*



## V. AMENDEMENTS PROPOSES

### V.1. Amendements de forme/ Impinyanyuro z'imero

| N°  | Matière amendée/<br>Ivyahinyanyuwe  | Les amendements en français  | Motivation             | Impinyanyuro mu kirundi   | Imvo                               |
|-----|---|--|------------------------|---|------------------------------------|
| 01. | A la fin de la 2 <sup>ème</sup> page  | Enlever le soulignement sur le mot « <b>promulgué</b> »            | Meilleure forme        | Gukurako umurongo uciwe kw'ijambo « <b>atangaje</b> »   | Inyandiko ibereye                  |
| 02. | Au niveau du titre du chapitre I, page 3  | Ecrire « <b>DEFINITION S</b> » à la place de « <b>EFINITIONS</b> » | Mot qui convient       |   |                                    |
| 03. | Au dessus de l'article 1, au titre de la section 1/version kirundi, page 3 et au niveau du CHAPITRE II, section 1/ version kirundi, page 12 |  |                        | Kwandika « <b>1</b> » mu kibanza ca « <b>mbere</b> » bice vyandikwa uku gukurikira : « <b>agace ka 1</b> »  | Inyandiko ibereye                  |
| 04. | Au numéro de l'article 1/ version kirundi   |  |                        | Kwandika « <b>1</b> » mu kibanza ca « <b>mbere</b> » bice vyandikwa uku gukurikira « <b>ingin go ya 1</b> » | Inyandiko ibereye                  |
| 05. | Article 5   | Mettre les expressions à définir en gras                           | Pour mettre en exergue | kwandika amajambo yasiguwe mu ndome ziboneka  | Kugira biboneke mu buryo bwihariye |
|     | Aux points 2°, 3°, 4°, 5°, 7° et 10° /version kirundi   |  |                        | Gutandukanya ibiharuro n'insiguro y'amajambo  | inyandiko ibereye                  |

α

|            | Aux points 3° et 4°/<br>Version française   | séparer les<br>numéros des<br>points de leur<br>contenu                        | Meilleure<br>forme                                   |   |  |
|------------|---|--|--|---|--|
|            | Au point 8, 4 <sup>ème</sup><br>ligne/<br>Kirundi   |  |  | Kwandika « <b>nyene<br/>imirimo</b> » mu<br>kibanza ca<br>« <b>nyenimurimo</b> »  | Īnyandiko<br>ibereye   |
| <b>06.</b> | Article 10, alinéa 1,<br>4 <sup>ème</sup> ligne, au-<br>dessus de l'article<br>35 devenu<br>30/version kirundi,<br>au titre de la<br>section 1/ version<br>kirundi, page 20 et<br>à l'article 45<br>devenu 40 alinéa 3,<br>4 <sup>ème</sup> ligne/ version<br>kirundi |  |  | Gutanguza<br>urudome rukuru<br>ijambo<br>« <b>sentare</b> »   | Ni urwego<br>rukuru rujejwe<br>gucungera<br>ingene<br>amafaranga ya<br>Reta<br>akoreshwa |
| <b>07.</b> | Article 16 devenu<br>11, alinéa 2   | Mettre en gras le<br>« <b>serment</b> » se<br>trouvant entre<br>les guillemets | Pour mettre<br>en exergue<br>le serment              | Kwandika<br>amajambo agize<br>indahiro mu ndome<br>ziboneka cane  | Kugira<br>biboneke neza  |
| <b>08.</b> | Article 21 devenu<br>16, alinéa 1, litera<br>a) /version kirundi  |  |  | Gutandukanya<br>iryungane<br>n'akaburungu ku<br>gakwabu « ; »   | Inyandiko<br>ibereye   |
| <b>09.</b> | Article 31 devenu<br>26, avant dernière<br>ligne /version<br>kirundi  |  |  | Kwandika mu<br>majambo abiri<br>ijambo<br>« <b>zimwezimwe</b> »<br>ace yandikwa uku<br>gukurikira «<br><b>zimwe zimwe</b> » | Inyandiko<br>ibereye   |
| <b>10.</b> | Article 33 devenu<br>28 alinea 1, 3 <sup>ème</sup> et<br>4 <sup>ème</sup> lignes et<br>l'article 35 devenu<br>30 aux litteras c),<br>d) et e)   | Ajouter un « <b>s</b> »<br>sur les mots<br>« <b>chambre et<br/>section</b> »   | Il s'agit de<br>plusieurs<br>chambres et<br>sections |   |  |

|     |   |   |                          |   |                      |
|-----|---|---|--------------------------|---|----------------------|
| 11. | Article 34 devenu 29, litera a) et à l' article 101 devenu 96 alinéa 2, 1 <sup>ère</sup> ligne /version kirundi     |   |                          | Kwandika « <b>umwe umwe</b> » mu kibanza ca « <b>umwumwe</b> »              | Inyandiko ibereye    |
| 12. | Au-dessus de l'article 42 sur le titre de la section 2 intitulée « <b>le Secrétariat général</b> » /version kirundi |   |                          | Kwandika « <b>agace ka 2</b> » mu kibanza ca « <b>agace ka kabiri</b> »     | Inyandiko ibereye    |
| 13. | Article 42 devenu 37 literas a), c) et d)   | Remplacer la virgule par le point-virgule                           | Ponctuation qui convient |   |                      |
|     | litera c) /version kirundi  |   |                          | gutandukanya ijambo « <b>akoreshwa</b> » n'akaburungu ku gakwabu « ; »      | Akamenyetso kabereye |
| 14. | Article 73 devenu 68 alinéa 3, 3 <sup>ème</sup> ligne/ version kirundi  |   |                          | Kwandika « <b>ni umwe umwe</b> » mu kibanza ca « <b>n'umwumwe</b> »         | Inyandiko ibereye    |
|     | 7 <sup>ème</sup> ligne/ version kirundi   |   |                          | Kwandika « <b>umwe umwe</b> » mu kibanza ca « <b>umwumwe</b> »              | Inyandiko ibereye    |
| 15. | Article 125 devenu 120, 1 <sup>ère</sup> ligne  | Supprime le « <b>s</b> » sur « <b>les</b> » et « <b>contrôles</b> » | Meilleure forme          | Kwandika ijambo « <b>isuzuma</b> » mu kibanza c'ijambo « <b>amasuzuma</b> » | Inyandiko ibereye    |

|     |   |  |  |   |                 |
|-----|---|--|--|---|-----------------|
| 16. | Article 126 devenu 121, alinéa 1, 6 <sup>ème</sup> ligne /version kirundi |  |  | Kwandika ijambo « cerekana » mu kibanza ca « cerekena » | Ijambo ribereye |
|-----|---|--|--|---|-----------------|

## V. 2. Amendements de fond/ impinyanyuro zimbitse

| N°  | Matière amendée / ivyahinya nyuwe   | Les amendements   | Motivation  | Impinyanyuro  | Imvo  |
|-----|-------------------------------------|---|---|---|---|
| 01. | Au niveau du titre du projet de loi | Reformuler le titre du projet de loi comme suit :<br><br><b>PROJET DE LOI N°1/...DU.../.../2026 PORTANT MISSIONS, ORGANISATION, COMPETENCES, FONCTIONNEMENT DE LA COUR DES COMPTES ET LA PROCEDURE SUIVIE DEVANT ELLE PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°1/002 DU 31 MARS 2004 PORTANT CREATION, MISSION, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA COUR DES COMPTES »</b> | Se conformer à l'article 183, alinéa 4 de la Constitution | Kwandika ijambwo ry'umutwe w'iteguro y'ibwirizwa uku gukurikira:<br><b>« INTEGURO Y'IBWIRIZWA INOMERO 1/...RYO KUWA .../.../2026 RISHINGA IMIRIMO YA SENTARE ICUNGERA AMATUNGO YA RETA, INGENE ITUNGANIJWE, UBUBASHA BWAYO, INGENE IKORA, N'AMATEGEKO IKURIKIZA MU KURANGURA AMABANGA IJEJWE RIHINDURA IBWIRIZWA INOMERO 1/002 RYO KU WA 31</b> | Kwisunga ibiri mu ngingo ya 183 agace ka 4 y'Ibwirizwa Shingiro |

2

|            |   |  |  |   |  |
|------------|---|--|--|---|--|
|            |   |  |  | <b>NTWARANTE<br/>2022<br/>RISHINGA<br/>SENTARE<br/>ICUNGERA<br/>AMATUNGO YA<br/>RETA,<br/>IMIRIMO<br/>IJEJWE,<br/>INGENE<br/>ITUNGANIJWE<br/>N'INGENE<br/>IKORA »</b> |  |
| <b>02.</b> | Au niveau du 3 <sup>ème</sup> visa, 3 <sup>ème</sup> ligne/ version kirundi |  |  | Kwandika umurwi w'amajambo « <b>n'amakomine</b> » mu kibanza c'umurwi w'amajambo « <b>n'ikomine</b> »   | Si Reta n'ikomine imwe bishingisha imanza ariko ni Reta n'amakomine bishingisha imanza z'ukwishuza amafaranga yarishwe kubera amakosa yakozwe n'abo Reta yashinze amabanga, abakozi bayo n'abamakomine |
| <b>03.</b> | Au niveau du 5 <sup>ème</sup> visa  |  |  | Kwandika « <b>2008</b> » inyuma ya « <b>Ruhuhuma</b> »  | Kwerekana umwaka ibwirizwa ryashiriweko umukono n'Umukuru w'Igihugu  |

|     |           |  |  |   |  |
|-----|-----------|--|--|---|--|
| 04. | Article 1 | <p>Reformuler l'article comme suit : « <b>La Cour des comptes est chargée d'examiner, de juger et de certifier les comptes de tous les services publics. Elle assiste le Parlement dans le contrôle de l'exécution de la loi de finances.</b></p> <p><b>La Cour des comptes présente au Parlement un rapport sur la régularité du compte général de l'Etat et confirme si les fonds ont été utilisés conformément aux procédures établies et au budget approuvé par la Parlement. Elle donne copie dudit rapport au Gouvernement.</b></p> <p><b>La Cour des comptes est l'institution supérieure de contrôle des finances de la République du Burundi. Elle jouit d'une autonomie de gestion administrative et financière. »</b></p> | <p>Se conformer aux normes international es régissant les Cours des comptes et aux bonnes pratiques des autres Cours des comptes</p> | <p>Kwandika iyi ngingo uku gukurikira: « <b>Sentare icungera amatungo ya Reta ijejwe isuzuma, ikagira ico ishikirije ikongera ikemeza ingene amafaranga y'igihugu akorehwa mu bisata vyose vya Reta. Irunganira Inama nshingamateka n'Inama nkenguzamate ka mu gusuzuma ingene ibwirizwa ryerekeye amafaranga ya Reta ikoresha rikurikizwa.</b></p> <p><b>Sentare icungera amatungo ya Reta irashikiriza Inama nshingamateka n'Inama nkenguzamate ka icegeranyo cerekana ko amategeko yakurikijwe mu gukoresha amafaranga, ikemeza ko ayo mafaranga</b></p> | <p>Kwisunga amategeko mpuzamakungu agenga amasentare acungera amatungo ya Reta</p> |
|-----|-----------|--|--|---|--|

|     |           |   |   |   |  |
|-----|-----------|---|---|---|--|
|     |           |   |   | <p>yakoreshejwe biciye mu buryo butegekanijwe n'amategeko kandi ko hakoreshejwe amafaranga yemewe n'Inama nshingamateka n'Inama nkenguzamateka. Ico cegeranyo kiramenyeshw a Reta.</p> <p>Sentare icungera amatungo ya Reta ni urwego rukuru rujejwe gusuzuma ingene amafaranga y'igihugu akoreshwa. Iritunganiriza ibijanye n'intwaro hamwe n'ikigega kandi iraronswa amafaranga yayo ikoresha ku mwaka. »</p> |  |
| 05. | Article 5 | Renvoyer le contenu des articles 9,10,11,12 et 13, alinéa 1 à l'article 5 | Le contenu de ces articles fait partie de l'article qui objet des définitions | Kwimura ingingo za 9,10,11,12 na 13, agace ka 1 zishirwe ku ngingo ya 5 yerekeye insiguro z'amajambo  | Ibigize izo ngingo bijanye n'insiguro z'amajambo |

|  |  |              |   |  |
|--|--|--------------|---|--|
|  | L'alinéa 1 de l'article 9 devient la définition 13°  | renvoi utile | Agace ka 1<br>k'ingingo ya 9<br>gahindutse<br>insiguro<br>y'amajambo 13°  |  |
|  | L'alinéa 2 de l'article 9 devient la définition 14°  |              | Agace ka 2<br>k'ingingo ya 9<br>gahindutse<br>insiguro<br>y'amajambo 14°  |  |
|  | L'alinéa 3 de l'article 9 devient la définition 15°  |              | Agace ka 3<br>k'ingingo ya 9<br>gahindutse<br>insiguro<br>y'amajambo 15°  |  |
|  | L'alinéa 4 de l'article 9 devient la définition 16°  |              | Agace ka 4<br>k'ingingo ya 9<br>gahindutse<br>insiguro<br>y'amajambo 16°  |  |
|  | L'alinéa 1 de l'article 10 devient la définition 17° |              | Agace ka 1<br>k'ingingo ya 10<br>gahindutse<br>insiguro<br>y'amajambo 17° |  |
|  | L'alinéa 2 de l'article 10 devient la définition 18° |              | Agace ka 2<br>k'ingingo ya 10<br>gahindutse<br>insiguro<br>y'amajambo 18° |  |
|  | Le contenu de l'article 11 devient la définition 19° |              | Ingingo ya 11<br>yahindutse<br>insiguro<br>y'amajambo 19°                 |  |
|  | Le contenu de l'article 12 devient la définition 20° |              | Ingingo ya 12<br>yahindutse<br>insiguro<br>y'amajambo 20°                 |  |

|     |  |  |  |  |  |
|-----|--|--|--|--|--|
|     |  | Le contenu de l'article 13, alinéa 1 devient la définition 21°   |  | Agace ka mbere k'ingingo ya 13 yahindutse insiguro y'amajambo 21°  |  |
| 06. | Article 13/ versions français et kirundi   | Supprimer le 2 <sup>ème</sup> alinéa   | Les éléments supprimés font partie intégrante des états financiers et chaque entreprise ou entité est contrôlé selon son cas                   | Hafutwe agace ka 2 k'ingingo ya 13   | Ibiri muri ako gace bisanzwe biri mu vyo amashirahamwe canke ibisata vya Reta bibwirizwa kwerekana mu gushikiriza ingene vyakoresheje amafaranaga ya Reta yakoze kandi igisata canke ishira hamwe rya Reta rigenzurwa bivanye n'ingene ryubatswe |
| 07. | Au niveau du titre de la section 2/ version kirundi, page 13                                       |  |  | Kwandika « <b>abajejwe</b> » mu kibanza ca « <b>uwujejwe</b> »   | Abajejwe gutunganya amafaranga yinjira n'ayasohoka mu kigega ca Reta ni benshi si umuntu umwe  |
| 08. | A partir de l'article 14, tous les articles changent de numérotation/ versions français et kirundi | Ajuster les articles comme suit :<br>article 14 devient 9<br>article 15 devient 10<br>article 16 devient 11 et ainsi de suite jusqu'à la fin | Les articles 9, 10, 11, 12 et 13, alinéa 1 sont des définitions. D'où ils doivent faire partie intégrante de l'article 5 dédié aux définitions | Hajanishwe mu kwandika ingingo uku gukurikira:<br>ingingo ya 14 ihindutse iya 9<br>ingingo ya 15 ihindutse iya 10<br>ingingo ya 16 ihindutse iya 11, bice bibandanya gutyo gushika ku ingingo ya nyuma | Ingingo za 9, 10, 11, 12 n'agace ka 1 k'ingingo ya 13 zivuga insiguro z'amajambo zashizwe ku ingingo ya 5 yahariwe insiguro z'amajambo   |

|     |  |   |                      |  |                        |
|-----|--|---|----------------------|--|------------------------|
| 09. | Article 21<br>devenu 16,<br>alinéa 2,<br>1 <sup>ère</sup> ligne/<br>version<br>kirundi |   |                      | Gufuta umurwi<br>w'amajambo «<br>n'udusata »                         | Utujambo<br>tudakenewe |
| 10. | Article 27<br>devenu 22,<br>alinéa 1/<br>Versions<br>français et<br>Kirundi            | Ecrire « <b>101</b> » à la<br>place de « <b>107</b> » | Renvoi<br>convenable | Kwandika<br>igiharuro<br>« <b>101</b> » mu<br>kibanza « <b>106</b> » | Itumbereza<br>ribereye |
|     | Article 49<br>devenu 44,<br>alinéa 2/<br>versions<br>français et<br>kirundi            | Ecrire « <b>38</b> » à la<br>place de « <b>43</b> »   |                      | Kwandika « <b>38</b> »<br>mu kibanza ca<br>« <b>43</b> »             |                        |
|     | Article 52<br>devenu 47,<br>alinéa 1/<br>versions<br>français et<br>kirundi            | Ecrire « <b>46</b> » à la<br>place de « <b>51</b> »   |                      | Kwandika « <b>46</b> »<br>mu kibanza ca<br>« <b>51</b> »             |                        |
|     | Article 93<br>devenu 88,<br>alinéa 1/<br>versions<br>français et<br>kirundi            | Ecrire « <b>87</b> » à la<br>place de « <b>92</b> »   |                      | Kwandika « <b>87</b> »<br>mu kibanza ca<br>« <b>92</b> »             |                        |
|     | Article 110<br>devenu<br>105, alinéa<br>2 / Versions<br>français et<br>kirundi         | Ecrire « <b>81</b> » à la<br>place de « <b>86</b> »   |                      | Kwandika « <b>81</b> »<br>mu kibanza ca<br>« <b>86</b> »             |                        |
|     | Article 122<br>devenu<br>117/<br>versions<br>français et<br>kirundi                    | Ecrire « <b>116</b> » à la<br>place de « <b>121</b> » |                      | Kwandika<br>« <b>116</b> » mu<br>kibanza ca<br>« <b>121</b> »        |                        |
|     | Article 142<br>devenu 137  | Ecrire « <b>117</b> » à la<br>place de « <b>122</b> » |                      | Kwandika<br>« <b>117</b> » mu  |                        |

g

|     |  |   |                        |  |   |
|-----|--|---|------------------------|--|---|
|     |  |   |                        | kibanza ca<br>« 122 »  |   |
|     | Article 181 devenu 176/<br>versions français et kirundi                          | Ecrire « 168 » à la place de « 173 »  |                        | Kwandika « 168 » mu kibanza ca<br>« 173 »  |   |
|     | Article 186 devenu 181/<br>versions français et kirundi                          | Ecrire « 177 » à la place de « 182 »  |                        | Kwandika « 177 » mu kibanza ca<br>« 182 »  |   |
| 11. | Article 33 devenu 28,<br>alinéa 1,<br>5 <sup>ème</sup> ligne/<br>version kirundi |   |                        | Kwandika ijambo « <b>udusegisiyo</b> » mu kibanza ca<br>« <b>uduce tw'amasegisiyo</b> »  |   |
| 12. | Article 39 devenu 34<br>alinéa 1,<br>5 <sup>ème</sup> ligne                      | Ecrire « <b>statut</b> » à la place de « <b>tatut</b> »   | Mot qui convient       |  |   |
| 13. | Article 80 devenu 75,<br>alinéa 2,<br>4 <sup>ème</sup> ligne/<br>version kirundi |   |                        | Kwandika ijambo « <b>hamwe</b> » inyuma y'ijambo « <b>cagizwe</b> »  | Ijambo rikenewe kandi rikuraho ukwitiranya                                    |
| 14. | Article 87 devenu 82   | Créer un deuxième alinéa libellé comme suit : « <b>L'arrêt de la Cour précise les délais et les modalités de son exécution.</b> » | Pour plus de clarté    | Hashirweho agaca ka 2 k'ingingo ya 87 yahindutse iya 82 gace kandikwa uku : « <b>Ingingo ifatwa na Sentare iratomora ibiringo n'ingene ishira mu ngiro</b> » | Gutomora neza ikiringo n'ingene ishira mu ngiro ry'ingingo za Sentare rigenda |
| 15. | Article 107 devenu   | Ajouter le groupe de mots « <b>de la</b> »  | Pour plus de précision |  |   |

|            |  |  |  |   |   |
|------------|--|--|--|---|---|
|            | 102, 3 <sup>ème</sup><br>ligne   | <b>Cour</b> » après le mot<br>« <b>président</b> » |  |   |   |
| <b>16.</b> | Article 160<br>devenu<br>155, alinéa<br>1, 8 <sup>ème</sup><br>ligne /<br>version<br>kirundi |  |  | Kwandika umurwi<br>w'amajambo<br>« <b>Umucamanz<br/>a<br/>w'iyungururizo<br/>ntashobora<br/>kwihweza<br/>bishasha bitari<br/>vyarashikirijwe</b><br>.» mu kibanza<br>c'umurwi<br>w'amajambo<br>« <b>Umucamanz<br/>a<br/>w'iyungururizo<br/>yihweza gusa<br/>ibishasha bitari<br/>vyarashikirijwe</b><br>. » | Umucamanza<br>w'iyungururiza<br>akorera<br>kuvyashikirijwe<br>muri sentare<br>yakiriye urubanza<br>ubwa mbere |

2

## VI. CONCLUSION

Le projet de loi sous analyse vient moderniser le cadre juridique de la Cour des comptes afin de renforcer son organisation, rendre opérationnelle sa mission juridictionnelle pour lui permettre une sécurité juridique accrue. Il s'inscrit dans le processus de se conformer aux normes internationales et aux bonnes pratiques dans d'autres pays et d'accélérer la mise en œuvre de la nouvelle politique de gestion des finances publiques en mode « **budget-programme** » mais aussi de renforcer l'outillage dans ses missions.

Ainsi, pour toutes ces raisons et après avoir mené les contours nécessaires sur le projet de loi sous analyse, la Commission permanente chargée des questions institutionnelles, juridiques, administratives, de décentralisation, des droits et libertés fondamentaux et du contrôle de la représentativité dans les institutions, qui fait d'abord siens certains des amendements de l'Assemblée nationale, demande à l'Assemblée plénière du Sénat d'adopter à l'unanimité le projet de loi tel que présenté moyennant les amendements proposés.

**POUR LA COMMISSION PERMANENTE CHARGÉE  
DES QUESTIONS INSTITUTIONNELLES,  
JURIDIQUES, ADMINISTRATIVES, DE  
DECENTRALISATION, DES DROITS ET LIBERTÉS  
FONDAMENTAUX ET DU CONTRÔLE DE LA  
REPRESENTATIVITÉ DANS LES INSTITUTIONS ;**

**Sénateur Berchmans NZOYIHAYA, Président.**

